

janvier dernier? Il me semble que le ministre a eu tout le temps voulu pour examiner ces deux rapports.

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Oui, monsieur l'Orateur. Sur ma demande, la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a envoyé une liste de 159 exemples d'infractions possibles à la loi. Après examen, on s'est rendu compte que 119 de ces infractions n'avaient rien à voir avec aucune des lois actuelles. Les 40 autres ont fait l'objet d'une enquête et 22 accusations ont été portées contre six magasins. Quant aux autres exemples mentionnés par la Commission, on en traite dans la première partie du projet de loi sur la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, que j'ai présenté à la Chambre le 5 novembre. J'espère que la Chambre va examiner ce bill le plus tôt possible et prendre une décision à ce sujet. Pour ce qui est du rapport sur le prix des œufs, je pense que mon collègue, le ministre de l'Agriculture, se fera un plaisir de renseigner la Chambre là-dessus.

M. l'Orateur: L'honorable député de Champlain a la parole.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement; nous allons sûrement écouter le ministre de l'Agriculture.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable député invoque le Règlement pour suggérer que nous devrions écouter un autre ministre. Pour le moment, je crois que nous devrions essayer de terminer le premier tour de questions. J'espère que l'honorable député ne m'en voudra pas de donner la parole au député de Champlain avant de revenir à cette question.

* * *

[Français]

L'ÉNERGIE

LA SUBVENTION PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE L'EXPLORATION PÉTROLIÈRE AU QUÉBEC

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Dirait-il si, actuellement, le gouvernement fédéral accorde une aide spéciale quelconque soit au gouvernement du Québec soit à des sociétés privées afin d'intensifier la recherche de réserves de pétrole dans les limites de la province de Québec?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas en ce moment d'octroi spécial du gouvernement du Canada à cette province.

M. Matte: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre.

Peut-il dire si le gouvernement du Québec ou si des sociétés privées ont fait une demande à l'honorable ministre à ce sujet?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, à mon avis, ni le gouvernement du Québec ni des sociétés privées n'ont fait une telle demande au gouvernement du Canada.

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Questions orales

Peut-il dire à la Chambre s'il sait qu'il existe une société du nom de SOQUIP qui fait présentement de l'exploration pétrolière dans la région immédiate de Québec et plus précisément à Joly dans la circonscription de Lotbinière?

M. Macdonald (Rosedale): Oui, monsieur l'Orateur. Et comme le très honorable premier ministre l'a dit le 10 décembre dernier, nous nous proposons d'établir une société pétrolière nationale en vue de réaliser des objectifs similaires à ceux de SOQUIP, au Québec.

[Traduction]

LES SABLES BITUMINEUX DE L'ATHABASCA—LES PROPOSITIONS DU JAPON QUANT AU FINANCEMENT DE LA MISE EN VALEUR—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je veux d'abord lui souhaiter la bienvenue après son voyage au Moyen-Orient où il a si bien représenté le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: J'aimerais savoir si le gouvernement étudie actuellement la possibilité d'obtenir des prêts de pays étrangers, à savoir le Japon, pour s'assurer des quelques 20 millions de dollars nécessaires à la mise en valeur des sables bitumineux de l'Athabasca. Le gouvernement a-t-il étudié cette possibilité?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous avons reçu du gouvernement japonais une note nous indiquant, dans des termes très généraux, son désir de discuter avec le gouvernement du Canada de l'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca lorsque nous jugerons approprié d'y intéresser d'autres pays. Comme on l'a mentionné à maintes reprises, nous nous proposons d'avoir de plus amples discussions avec la province d'Alberta à ce sujet en particulier, mais le rythme d'exploitation que nous exigerions pour les sables bitumineux, étant donné l'accroissement prévu de la demande canadienne au cours de la prochaine décennie, ne nous permettra pas, d'après nos observations actuelles, d'en consacrer beaucoup à l'exportation.

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: Le gouvernement a-t-il reçu cette note depuis que le ministre des Approvisionnement et Services a fait à Vancouver une déclaration accueillant avec plaisir de tels investissements? A-t-on reçu cette note du gouvernement japonais depuis lors?

M. Macdonald (Rosedale): Non, monsieur l'Orateur. C'est là la position du gouvernement japonais depuis un certain temps. Je dirais que le ministre des Approvisionnement et Services est un enthousiaste.

M. Diefenbaker: Si le ministre des Approvisionnement et Services avait connaissance de cette note, parlait-il avec l'autorisation du ministre et du gouvernement ou le ministre est-il d'avis que le ministre des Approvisionnement et Services devrait se mêler de ses affaires?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: Je pense que les représentants de Saint-Jean-Est et de Skeena ont des questions supplémentaires à poser à propos d'une question précédente.